

fance ou de faiblesse. Nous avons orgueilleusement, et même avec éclat, franchi la période de la majorité, de la responsabilité. Personne ne peut nous imposer d'obligations. Nous sommes libres d'agir à notre gré, mais il ne serait pas digne de nous de rejeter nos responsabilités de majeurs. Il ne faut pas manquer, dans la considération de notre situation, de peser et de mesurer les conséquences qui peuvent résulter de notre attitude présente.

Le Gouvernement de notre pays, dont je suis fier, a adopté l'attitude qu'il convenait d'adopter dans les circonstances. Il a pris et mis à exécution les mesures qui s'imposaient à un pays comme le nôtre, conscient de ses obligations autant que de ses droits. Mais, avant d'aller plus loin, il a tenu à consulter le peuple du pays par la voix de ses représentants, appliquant ainsi les principes démocratiques conformes au régime parlementaire anglais, que nous avons tant vanté dans le passé et qui mérite encore aujourd'hui notre adhésion.

A mon sens, cette adhésion se fortifie si on compare notre régime au régime autoritaire, absolu, dépourvu de toute considération pour l'individu et le peuple même, qui est la cause du conflit qui menace d'ensanglanter de nouveau le monde civilisé. Peut-être trouverait-on des motifs raisonnables pour essayer de justifier des divergences d'opinions au sujet des mesures adoptées et des projets du Gouvernement; mais je soumets que toutes ces questions doivent être étudiées sérieusement, dans le calme, avec modération, bonne foi et sincérité, et j'espère sincèrement qu'elles le seront. J'exprime le souhait ardent que la violence, l'excitation et le préjugé soient bannis de nos délibérations, comme toutes ces petites choses devraient l'être de la discussion de ces questions en dehors du Parlement. On ne résout rien en faisant appel à la violence et au préjugé. C'est l'examen sérieux, froid, calme des problèmes qui mène à la solution convenable.

Le Gouvernement actuel a bien mérité de la nation en protégeant nos économies, en organisant notre vie nationale, en donnant son attention soutenue et généreuse au problème de nos finances, de notre commerce et de nos industries. Il s'est efforcé de pourvoir au bien-être social de notre population et il a réussi, dans une bonne mesure, à faire disparaître les restes de causes de conflit ou de lutte entre toutes les nationalités qui composent notre nation. Notre pays occupe une situation fort enviable dans le monde économique d'aujourd'hui. Il est devenu un grand pays, et son peuple, un grand peuple, justement orgueilleux de lui-même.

Les œuvres du Gouvernement, dans les années de paix relative que le monde a vécu et au milieu de la crise économique, doivent nous inspirer, je le répète, la plus grande confiance dans le bon jugement, la modération, la bonne foi et la sincérité de nos chefs respectables et justement respectés. Ceux qui ont si bien administré les affaires du pays au cours de la crise sont capables, je n'en doute pas, de conduire sagement le Canada en ces temps de guerre. On me permettra de dire, sans blesser personne, que je préfère leur administration et que je me sens plus en sécurité sous leur direction que je ne me sentirais sous une administration composée d'hommes aussi sincères peut-être, mais qui n'ont pas et qui ne peuvent pas avoir leur expérience, leur esprit de modération et leur prudence. En cela, je suis certain d'exprimer l'opinion de presque tous les citoyens du pays et de ceux de ma province en particulier. Je ne veux pas aujourd'hui, en ce moment solennel, en cette heure grave, douter d'eux et leur demander d'être modérés et prudents, parce que je sais qu'ils le sont et qu'ils le seront. Si le passé est la garantie de l'avenir, ce que le Gouvernement a fait dans le passé garantit, à mon point de vue, le présent et l'avenir. Aux citoyens de mon pays et de ma province qui sont un peu inquiets présentement, je dis en toute sincérité: Soyez calmes et confiants.

J'applaudis à la décision du Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour limiter les profits et empêcher les spéculations sur les nécessités de la vie. Notre population a besoin d'être protégée contre les exploités, petits et grands, qui voudraient prendre avantage de la guerre pour pressurer le consommateur et augmenter ainsi injustement le coût de la vie. Il est certain que le Gouvernement adoptera les mesures nécessaires à cette fin et que des peines sévères pourront être imposées aux coupables.

Le Gouvernement actuel, j'en suis convaincu, ne nous entraînera pas dans des aventures dépassant les limites de notre condition économique et sociale. Alors qu'on sondait l'avenir et qu'on devenait quelque peu inquiets, les déclarations du premier ministre et des membres de son Gouvernement nous ont rassurés. Il est consolant de constater que ces déclarations n'ont jamais été retirées; au contraire, elles ont été réitérées en maintes circonstances. Je suis convaincu qu'elles nous seront répétées de nouveau au cours de cette session.

En fait, tout en reconnaissant notre devoir de nous intéresser au conflit d'idées qui a précipité la guerre, tout en reconnaissant l'importance et l'à-propos d'une coopération quelconque avec les pays qui défendent les idées,